



Conseil économique et social

Distr. limitée
1^{er} juillet 2004
Français
Original: anglais

Session de fond de 2004

New York, 28 juin-23 juillet 2004

Point 4 a) de l'ordre du jour

**Coordination des politiques et activités des institutions
spécialisées et autres organismes des Nations Unies
liées au thème suivant : examen et évaluation à l'échelle
du système des conclusions concertées 1997/2 du Conseil
sur l'intégration d'une perspective sexospécifique
dans toutes les politiques et tous les programmes
du système des Nations Unies**

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président du Conseil, Yashar Aliyev
(Azerbaïdjan), sur la base de consultations informelles**

Examen des conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses conclusions concertées 1997/2 sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies¹ et sa décision 2003/287 de procéder, lors de son débat de 2004 consacré aux questions de coordination, à un examen et une évaluation à l'échelle du système de l'application des conclusions concertées,

Rappelant également sa résolution 2001/41, dans laquelle il a décidé d'inscrire à son ordre du jour une question subsidiaire intitulée « Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies » ainsi que ses résolutions 2002/23 et 2003/49,

Réaffirmant que l'intégration d'une perspective sexospécifique est une stratégie importante pour l'application intégrale du Programme d'action de Beijing²

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 3* (A/52/3/Rev.1), chap. IV, par. 4.

² *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.



et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale³, en tant que complément des stratégies visant à autonomiser les femmes,

Soulignant le rôle de catalyseur joué par la Commission de la condition de la femme ainsi que le rôle important joué par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale dans la promotion et le suivi de l'intégration d'une perspective sexospécifique au sein du système des Nations Unies,

1. *Réaffirme* la validité de ses conclusions concertées 1997/2¹ comme cadre pour la promotion et le suivi de l'intégration d'une perspective sexospécifique au sein du système des Nations Unies;

2. *Se félicite* du rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation à l'échelle du système des conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social relatives à l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies⁴;

3. *Prend note avec satisfaction* des progrès accomplis par l'Organisation des Nations Unies dans l'intégration d'une perspective sexospécifique dans ses politiques et programmes depuis 1997, notamment des activités menées et des efforts déployés actuellement par les organismes des Nations Unies, tant individuellement que dans le cadre de la coopération interorganisations;

4. *Reconnaît* que l'intégration d'une perspective sexospécifique dans tous les aspects des travaux de l'Organisation des Nations Unies est un processus continu et qu'il faut prendre d'urgence de nouvelles mesures concrètes pour appliquer pleinement les conclusions concertées 1997/2;

5. *Recommande* à l'Assemblée générale d'encourager ses commissions et autres organes intergouvernementaux à prendre de nouvelles mesures pour intégrer systématiquement une perspective sexospécifique dans tous les domaines de leurs travaux, notamment l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des sommets et grandes conférences organisés sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, la réunion de haut niveau qu'il est prévu de convoquer en 2005 en application de la résolution 58/291 de l'Assemblée générale, en date du 6 mai 2004;

6. *Se réaffirme* déterminé à veiller à ce que l'on donne systématiquement une perspective sexospécifique à tous les aspects de ses travaux;

7. *Encourage* les organes directeurs des organismes, fonds et programmes des Nations Unies à veiller à ce qu'une perspective sexospécifique soit intégrée dans tous les aspects de leurs fonctions de suivi concernant les politiques et stratégies, plans à moyen terme, cadres de financement pluriannuels et activités opérationnelles, y compris celles concernant l'application de la Déclaration du Millénaire et des textes issus des grandes conférences et des sommets organisés sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social;

8. *Demande* à ses commissions techniques de prendre de nouvelles mesures pour incorporer les recommandations concernant leur domaine de compétence faites par la Commission de la condition de la femme et d'intégrer pleinement des

³ Résolution S-23/2 et S-23/3 de l'Assemblée générale.

⁴ E/2004/59.

perspectives sexospécifiques dans leurs travaux, notamment par le biais de leur programme de travail annuel ou pluriannuel ainsi que dans le suivi intégré et coordonné des grandes conférences et sommets des Nations Unies, et, à cette fin, prie son bureau d'intensifier encore le dialogue qu'il entretient en permanence avec les bureaux des commissions techniques au sujet de la question de l'intégration de perspectives sexospécifiques;

9. *Prie* toutes les entités du système des Nations Unies de renforcer l'efficacité des spécialistes et des coordonnateurs des questions de parité des sexes et des groupes thématiques s'occupant de ces questions en définissant clairement leur mandat, en leur assurant une formation adéquate et un accès à l'information et à des ressources adéquates et stables, en accroissant l'appui et la participation des cadres supérieurs;

10. *Encourage* la Commission de la condition de la femme à continuer à jouer un rôle de catalyseur à l'égard des entités et des organes intergouvernementaux des Nations Unies et à leur fournir davantage de conseils pratiques concernant l'intégration d'une perspective sexospécifique;

11. *Prie* toutes les entités du système des Nations Unies, y compris les fonds et programmes, d'intégrer pleinement des perspectives sexospécifiques dans leurs programmes et leurs activités opérationnelles et de veiller, dans le cadre de leur mandat, à inclure systématiquement l'établissement de rapports sur l'intégration de telles perspectives dans les processus d'évaluation et de suivi en cours dans le système des Nations Unies, y compris ceux liés aux objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire;

12. *Recommande* que toutes les entités du système des Nations Unies continuent à promouvoir la coopération, la coordination, l'échange de méthodes et de bonnes pratiques, notamment en mettant au point des instruments et des processus de suivi et d'évaluation au sein du système, pour l'application des conclusions concertées 1997/2, en particulier par l'intermédiaire du Réseau interorganisations sur les femmes et l'égalité entre les sexes, et recommande en outre que tous les mécanismes interorganisations prêtent attention aux sexospécificités dans leurs travaux;

13. *Prend note* des travaux déjà entrepris pour appliquer la résolution 58/144 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 2003, et demande instamment la poursuite des efforts en vue de la pleine application de cette résolution;

14. *Prend note également* des travaux déjà entrepris pour appliquer la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité relative aux femmes, à la paix et à la sécurité, et demande instamment la poursuite des efforts en vue de la pleine application de cette résolution;

15. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les entités des Nations Unies élaborent, pour appliquer les conclusions concertées 1997/2, des plans d'action assortis de délais qui permettent de combler l'écart entre politique et mise en œuvre relevé dans le rapport du Secrétaire général, afin de renforcer la volonté d'appliquer les conclusions concertées et de rendre compte de leur application aux échelons les plus élevés du système des Nations Unies et de mettre en place des mécanismes de responsabilisation, de suivi systématique et d'établissement de rapports sur les progrès accomplis dans l'action entreprise;

16. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à examiner l'application des conclusions concertées 1997/2 dans le cadre de ses rapports annuels à la Commission de la condition de la femme, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale concernant le suivi et l'évaluation de l'application par les entités et organes intergouvernementaux des Nations Unies de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en mettant particulièrement l'accent sur la nécessité de combler l'écart entre les principes et la pratique sur la base des plans d'action relatifs à l'intégration de perspectives sexospécifiques;

17. *Décide* de procéder à un nouvel examen et à une nouvelle évaluation de l'application de ses conclusions concertées 1997/2 lors de l'une de ses prochaines sessions, avant 2010.
